



Pour répondre au coup d'État au Niger, la Cédéao a indiqué qu'elle « prendra toutes les mesures nécessaires ».

En plus des sanctions économiques décidées dimanche 30 juillet, cela « peut inclure l'usage de la force ». Mais si le sujet d'une force militaire commune de l'organisation économique d'Afrique de l'Ouest est régulièrement mis sur la table, les choses avancent lentement.

Fin 2022, la Cédéao a une nouvelle fois décidé de renforcer les forces en attente de l'organisation (FAC). Le sujet a même été évoqué lors du sommet en Guinée-Bissau au début du mois de juillet. Selon le document de préparation de ce sommet que RFI avait pu consulter, les chefs d'État s'étaient mis d'accord pour réfléchir à la mise en place d'une force militaire commune. Celle-ci pourrait intervenir dans deux cas, selon les observateurs et les participants aux discussions.

Le premier serait lors de missions offensives, de recherche et de destruction pour lutter contre les groupes terroristes actifs : il s'agirait alors de la protection des civils en appui et en collaboration avec les armées régulières locales. Le second cas de figure d'intervention, lors duquel ces effectifs sous bannière de la Cédéao pourraient intervenir, serait en cas de menace sur l'ordre constitutionnel. Par exemple, lorsque des personnes tentent de renverser le pouvoir en place dans l'un des pays membres. C'est sur ce dernier point que l'opération militaire au

Niger, qui n'est pas exclue par la Cédéao, pourrait se reposer.

Peu de détails sur l'organisation

Pour le moment, peu de détails ont émergé sur cette force conjointe, notamment sur son financement. Mais l'objectif évoqué à l'issue du sommet de Bissau serait d'attendre 5 000 hommes, issus des rangs des pays membres. Face à l'urgence de certaines situations sur le terrain - la plus récente étant le Niger -, la Cédéao aimerait toutefois atteindre rapidement une brigade de 1 650 soldats disponibles.

Depuis une dizaine d'années, l'organisation envisage de redonner du souffle aux FAC de la Cédéao. Cela n'a pas abouti jusqu'à présent, mais les discussions sur le sujet lors des dernières réunions pourraient faire avancer les choses. Les problématiques autour du financement, de l'équipement et des effectifs même restent toutefois les principaux points de blocage. Une réunion autour de la situation au Niger devrait avoir lieu dans les prochains jours et permettre de discuter de ces sujets.

RFI
